

Société Baudalet : l'implantation à Haubourdin toujours en suspens

Il est rare de voir un dossier ajourné par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST). Et pourtant, les membres ont reporté, hier matin, leur vote dans le projet sensible d'implantation de la société Baudalet dans le quartier de la Râche, à Haubourdin. La nouvelle a réjoui les riverains, fervents opposants à l'installation de l'entreprise de tri de déchets banals.

PAR M.-C. NICODÈME
lambersart@lavoixdunord.fr

Dans le séjour de Régine Victor, l'ambiance est détendue. Presque bon enfant. « On appréhendait l'échéance du CODERST. On se réjouit de l'ajournement du vote », confie Isabelle Autréaux, présidente de l'association Bien Vivre à La Râche, quartier situé à la lisière du port de Santes. « Cela va nous donner un peu de répit pour continuer notre combat », ajoute, détendu, Serge Samson.

Régine Victor en est convaincue : la mobilisation de l'association a pesé sur la décision des membres du CODERST : « On avait réussi à trouver leurs noms et leurs adresses. On leur a écrit pour expliquer notre refus. Et en décembre, un des membres du CODERST, M. Wugeux, s'était rendu compte, sur place, de la situation. »

Un autre acteur avoue également « ne pas être étranger à cet ajournement. » Il s'agit... du maire, Bernard Delaby, qui était représenté par M. Normand, membre de l'Association des maires de France, parce qu'il n'avait



Les riverains, opposés au projet d'implantation, se sont réjouis du report du vote du CODERST.

CODERST, mode d'emploi

C'est une réalité : peu de personnes connaissent le CODERST. Essayons d'y voir un peu plus clair.

► **Qu'est-ce que le CODERST ?**
Il s'agit du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Comme son nom l'indique, il s'agit d'une assemblée départementale consultée par le préfet sur les projets d'actes réglementaires et individuels en matière d'installations classées, de déchets, de protection de la qualité de l'air et de l'atmosphère (...) mais aussi des risques sanitaires liés à l'habi-

tat. C'est une instance de concertation et de conseil pour la prise de décision du préfet.

► **Quel est son rôle ?**

Il a un rôle consultatif non décisionnaire. A charge ensuite au préfet, à partir de tous ces éléments, de prendre la décision finale. L'avis du CODERST constitue la dernière étape avant la décision du préfet.

► **Qui sont les membres du CODERST ?**

Le conseil est présidé par le préfet ou son représentant. Il réunit des représentants de l'Etat, d'associations, des collectivités territoriales et des personnalités qualifiées.

► **Comment se déroule la réunion ?**

Un rapport de synthèse est présenté. Des observations peuvent être émises par les responsables de l'entreprise, ainsi que par le maire ou son représentant, comme c'est le cas pour le dossier haubourдиноis. Les membres votent ensuite.

► **Et après ?**

Le préfet informe par courrier de l'avis du CODERST et du projet d'arrêté. Des remarques peuvent être envoyées par écrit sous quinze jours au préfet, qui peut éventuellement modifier les dispositions de l'arrêté. La décision finale est formalisée par arrêté préfectoral. ■

pas été autorisé à être entendu. « Tout mon argumentaire a été développé. Il soulignait les zones d'ombres de cette implantation : le risque de l'augmentation du trafic routier, le projet incertain de la voie d'eau, les menaces pour l'environnement... »

Malgré l'intervention du responsable de la société (*), le dossier Baudalet aurait été jugé incomplet. Mais en aucun cas l'activité de cette société, spécialisée dans le recyclage de déchets banals

Le CODERST n'a qu'un rôle consultatif. La décision finale sera prise par le préfet.

provenant d'industriels et d'artisans, qui répond au Grenelle de l'environnement et prévoit de s'installer dans une zone industrielle, n'est pointée du doigt. C'est la question du transport routier dans une zone déjà saturée qui poserait problème. Les garanties d'une solution par voie d'eau et des mesures compensatoires pour diminuer l'impact sur l'environnement n'auraient également pas été apportées.

Les membres du CODERST, qui se réunissent une fois par mois, se pencheront à une date ultérieure, pas encore fixée, sur les propositions de la société Baudalet avant d'émettre un avis sur la demande d'autorisation d'exploitation. La décision finale reviendra, elle, au préfet. ■

► (*) **Le responsable de la société Baudalet n'a pas souhaité s'exprimer dans nos colonnes.**